



Mission régionale d'autorité environnementale

Ile de France

**Décision délibérée de dispense d'évaluation environnementale
de la modification n°1 du plan local d'urbanisme de
Montrouge (92)
après examen au cas par cas**

n°MRAe IDF-2021-6469

Après en avoir délibéré, la Mission régionale d'autorité environnementale d'Île-de-France,

Vu la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001, du Parlement européen et du Conseil, relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, notamment son annexe II ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L.104-1 à L.104-8 et R.104-28 à R.104-33 relatifs à l'évaluation environnementale et ses articles L.153-36 à L.153-48 relatifs aux procédures de modification des plans locaux d'urbanisme ;

Vu la décision du Conseil d'État n° 400420 en date du 19 juillet 2017 annulant les articles R. 104-1 à R. 104-16 du code de l'urbanisme issus du décret du 28 décembre 2015, en ce qu'ils n'imposent pas la réalisation d'une évaluation environnementale dans tous les cas où, d'une part, les évolutions apportées au plan d'urbanisme par la procédure de la modification et, d'autre part, la mise en compatibilité d'un document local d'urbanisme avec un document d'urbanisme supérieur, sont susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/ CE du 27 juin 2001 ;

Vu le décret n°2015-1229 du 2 octobre 2015 modifié relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu les arrêtés du 11 août 2020, du 6 octobre 2020, du 11 mars 2021, et du 15 juin 2021 portant nomination de membres de missions régionales d'autorité environnementale du Conseil général de l'environnement et du développement durable et l'arrêté du 24 août 2020 portant nomination du président de la mission régionale d'autorité environnementale d'Île-de-France ;

Vu le règlement intérieur de la MRAe d'Île-de-France adopté le 19 novembre 2020 et publié au bulletin officiel du ministère de la transition écologique le 1^{er} décembre 2020 ;

Vu le plan local d'urbanisme (PLU) de Montrouge en vigueur ;

Vu la demande relative à la nécessité ou non de réaliser une évaluation environnementale de la modification du PLU de Montrouge, reçue complète le 2 juillet 2021 et consultable sur le site internet de la MRAe d'Île-de-France ;

Sur le rapport de Noël Jouteur, coordonnateur ;

Considérant que la modification n°1 du PLU de Montrouge intervient pour faire suite au jugement n°1702739 du tribunal administratif de Cergy-Pontoise, en date du 20 octobre 2020, annulant partiellement la délibération du 27 septembre 2016 par laquelle l'établissement public territorial Vallée Sud Grand Paris a approuvé la révision du plan d'occupation des sols de Montrouge et sa transformation en plan local d'urbanisme ;

Considérant que ce jugement est notamment fondé sur l'absence de traduction de certains objectifs et orientations du projet d'aménagement et de développement durable

(PADD) destinés à favoriser la production de logements sociaux et à encourager l'utilisation des transports en commun et de nouvelles pratiques de mobilité ;

Considérant que la procédure de modification, telle que présentée dans le dossier de saisine et dont les principales caractéristiques sont consultables sur le site internet de la MRAe, a pour objet de :

- modifier le règlement afin de favoriser la mixité sociale dans l'habitat (délimitation de secteurs de mixité sociale) ;
- mettre en œuvre des objectifs relatifs aux déplacements alternatifs à la voiture individuelle et aux nouvelles pratiques de mobilité ;
- modifier les règles de hauteur maximale et de hauteur de référence afin de simplifier la rédaction et de rendre ces règles plus intelligibles ;
- supprimer la règle d'implantation relative aux antennes relais, prévue à l'article U.2, estimée par le tribunal administratif sans rapport avec le motif d'intégration paysagère qui en avait justifié l'édiction ;
- rectifier les erreurs matérielles des règles relatives aux bandes de démolition prévues par le PLU en vigueur ;

Considérant que les évolutions introduites par la modification n°1 du PLU de Montrouge s'inscrivent dans une démarche de mise en conformité, eu égard à des obligations réglementaires en termes de mixité sociale et de clarification des dispositions relatives aux hauteurs de constructions, qu'elles concernent des secteurs ne présentant pas de sensibilité environnementale particulière, et que les autres adaptations du PLU contribuent, notamment, à réduire la proportion des émissions atmosphériques (sonores, polluants et gaz à effet de serre) ;

Considérant que la présente décision ne préjuge pas des suites qui pourraient être données aux éventuelles saisines de l'autorité environnementale pour les projets sur le territoire concerné par la procédure, en application de l'article R.122-7 du code de l'environnement, ni aux saisines de l'autorité chargée de l'examen au cas par cas tel que prévu à l'article R.122-3 du code de l'environnement ;

Considérant, au vu de l'ensemble des informations fournies par la personne publique responsable, des éléments évoqués ci-avant et des connaissances disponibles à la date de la présente décision, que la modification du PLU de Montrouge n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine ;

Décide :

Article 1er :

La modification n°1 du plan local d'urbanisme (PLU) de Montrouge n'est pas soumise à évaluation environnementale.

Article 2 :

La présente décision ne dispense pas des obligations auxquelles la procédure de modification du PLU de Montrouge peut être soumise par ailleurs.

Une nouvelle demande d'examen au cas par cas du projet de modification du PLU de Montrouge est exigible si les orientations générales de cette modification viennent à évoluer de manière substantielle.

Article 3 :

En application de l'article R.104-33 du code de l'urbanisme, la présente décision sera jointe au dossier d'enquête publique ou de mise à disposition du public et sera publiée sur le site internet de la Mission régionale d'autorité environnementale d'Île-de-France.

Fait à Paris, le 26/08/2021

Pour la Mission régionale d'autorité environnementale d'Île-de-France,
Le Président,



Philippe Schmit

Voies et délais de recours :

La décision dispensant d'évaluation environnementale rendue au titre de l'examen au cas par cas ne constitue pas une décision faisant grief, mais un acte préparatoire :

- elle peut faire l'objet d'un recours gracieux formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet, en application des dispositions de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration ;
- elle ne peut pas faire l'objet d'un recours contentieux direct. Comme tout acte préparatoire, elle est susceptible d'être contestée à l'occasion d'un recours dirigé contre la décision ou l'acte autorisant ou adoptant le plan, schéma ou programme ou document de planification.

Où adresser votre recours gracieux ?

Monsieur le président de la mission régionale d'autorité environnementale d'Île-de-France à l'adresse électronique suivante : ae-urba.scdd.driat-if@developpement-durable.gouv.fr et/ou à l'adresse postale suivante :

DRIEAT d'Île-de-France
Service connaissance et développement durable
Département évaluation environnementale
12, Cours Louis Lumière – CS 70 027 – 94 307 Vincennes cedex

Où adresser votre recours contentieux ?

Auprès du tribunal administratif territorialement compétent pour connaître du recours contentieux contre l'acte approuvant le document de planification (cf. article R. 312-1 du code de justice administrative).

